

L'habitat informel au prisme du soin: implication des femmes, solidarités de voisinage et dignité du quotidien

Care in Informal Settlements: Involvement of Women, Neighborhood Solidarities and Dignified Daily Life

Marianne Martin¹

Fecha de recepción: 16-04-2019 – Fecha de aceptación: 26-07-2019

Hábitat y Sociedad (ISSN 2173-125X), n.º 12, noviembre de 2019, pp. 43-65.

<http://dx.doi.org/10.12795/HabitatySociedad.2019.i12.04>

Abstract

Informal settlements are a result of popular households' auto-organization when they cannot get access and adequate housing through the formal market. The essential role of women in informal settlements worldwide may be partly understood as one of the social responsibilities they have kept historically which was to maintain the reproduction of life in times of economic deprivation. Nevertheless, struggle for housing also lead them to conquer new social and political roles, subverting the traditional division that restricts them to the domestic space. In Antofagasta, the capital of the Chilean mining industry, the discrepancy between rents and poor workers' incomes lead some migrant households to illegally occupy public lands, thus creating multicultural communities. Based on a five-months qualitative research, this paper aims to describe the efforts of inhabitants to guarantee dignified life conditions, although political authorities stigmatization of their habitat as "illegal". These informal settlements, named "campamentos", create a space of care and protection for their dwellers. The article draws attention on the particular role played by women.

Key words

Informal neighborhoods; Women; Care; Community organization; Chile

Résumé

Les quartiers informels naissent de l'auto-organisation des foyers populaires lorsque le marché formel du logement ne leur permet pas d'accéder de façon adéquate à ce support fondamental de l'existence. Le rôle essentiel des femmes dans les quartiers informels de nombreuses régions du monde fait écho à la responsabilité sociale qu'elles ont assuré historiquement, permettant la reproduction de la vie en temps de carence économique. Cependant, la lutte pour le logement les amène à endosser de nouveaux rôles communautaires et politiques, subvertissant les normes de genre qui cantonnent les femmes à l'espace domestique. A Antofagasta, capitale de l'industrie minière du Chili, le déséquilibre entre les loyers et les salaires des travailleurs a amené des foyers populaires immigrés à construire leur habitat sur des terrains publics, constituant des communautés multiculturelles structurées sur l'auto-gestion du quotidien. Nourrie d'observations ethnographiques et d'entretiens recueillis auprès d'une enquête de plusieurs mois dans ces quartiers informels, nommés "campamentos", la présente contribution souligne l'importance qu'y recouvre la notion de "soin", dans l'acte de construction d'un espace pour le foyer et la communauté, comme à travers les relations de voisinage qui s'y tissent. L'accent est mis sur le rôle particulier joué par les femmes.

Mots-clés

Quartiers informels; Femmes; Soin; Organisation communautaire; Chili

¹ Estudiante de Ciencia política comparada en Sciences Po, Paris, Francia. E-mail: MARIANNEmartin12@outlook.com

Introduction

Les responsabilités qu’endossent les femmes dans les quartiers informels de différentes régions du monde montrent que, lorsque l’accès à l’habitat n’est pas garanti par le fonctionnement du marché, elles sont un ressort essentiel de l’auto-organisation des foyers populaires pour assurer cet élément central de l’existence. Cela fait écho au rôle fondamental qu’elles ont joué au cours de l’histoire dans les pratiques d’entraide populaire et d’économie informelle, permettant au foyer de se maintenir en temps de précarité économique (Vega, Martínez-Buján et Paredes, 2018). Au Chili, l’augmentation considérable du niveau des loyers, résultat de la concentration croissante de la propriété immobilière et de l’absence de régulation de la spéculation, précarise l’accès des plus pauvres au logement (López-Morales et Herrera, 2018). En particulier, les immigrants originaires de pays voisins, attirés par les promesses d’emploi liées à la croissance chilienne, se heurtent aux difficultés d’accès à un habitat adéquat. Sans réseaux d’entraide, ils sont exposés aux discriminations, aux loyers abusifs et aux situations de surpopulation. La construction de quartiers informels, nommés *campamentos*, est en ce sens une solution collective et autogérée pour accéder à une forme d’habitat qui leur procure plus de liberté et de dignité que dans la ville formelle.

La présente contribution se nourrit d’une enquête de terrain réalisée pour l’écriture de mon mémoire de master, soutenu en 2019 et intitulé “Lutte pour le logement digne et le droit à la ville des habitants des *campamentos* d’Antofagasta”. Entre juin et juillet 2018, puis de janvier à mars 2019, j’ai réalisé dans les *campamentos* d’Antofagasta deux séjours d’enquête d’une durée totale de plus de quatre mois, au cours desquels j’ai accompagné dans leur quotidien des responsables communautaires et des habitants. J’ai vécu cinq semaines dans un *campamento*, chez l’une de ses porte-parole. En plus de mieux connaître le fonctionnement du lieu et sa quotidienneté grâce à cette co-habitation, Elizabeth m’a également permis d’assister aux réunions qu’elle mène avec les autres habitants à propos de la gestion commune du territoire, ainsi qu’aux réunions entre dirigeants communautaires et aux dialogues établis avec des responsables politiques. J’ai réalisé 37 entretiens avec des habitants sur des sujets divers, y compris les raisons qui les ont mené à vivre dans un *campamento* et leur mode de vie communautaire.

Les témoignages des habitants immigrants d’Antofagasta illustrent comment la marchandisation de la terre et la financiarisation du logement mettent en tension la soutenabilité même de la vie, en compromettant l’accès à un espace adéquat pour la famille et en occupant une part si importante des salaires des travailleurs qu’ils ne peuvent destiner de ressources à d’autres dimensions essentielles de l’existence, telles que la santé. Les *campamentos* apparaissent alors comme une solution autogérée à ce problème. Ils sont fondés sur des pratiques délibératives et de solidarité, formant des communautés multiculturelles où co-habitent des ressortissants de différents pays d’Amérique latine. Les femmes sont des acteurs essentiels de la construction de ces territoires. Leur rôle dans l’amélioration de l’habitat et dans la vie communautaire peut les amener à conquérir des responsabilités nouvelles, y compris d’ordre politique, et ainsi à subvertir les normes de genre traditionnelles les cantonnant à l’espace domestique. Leur lutte pour “la vie digne” en ces territoires en dispute est éminemment politique, alors que les autorités condamnent les *campamentos* comme une forme d’habitat illégitime.

Les pratiques de soin peuvent être définies comme les tâches essentielles à la reproduction biologique, sociale et symbolique de la vie, historiquement assumées par les femmes, de façon invisibilisée, gratuite et supposément altruiste (Ezquerro, 2011). Le stade actuel du fonctionnement du système économique implique que des pans croissants de la population éprouvent des difficultés à accéder aux soins, ou à les procurer. La réflexion écoféministe a associé la “crise des soins” au phénomène plus large de “conflit entre le capital et la soutenabilité de la vie” (Pérez Orozco, 2014). Le primat conféré aux marchés menace l'accès d'une part conséquente de la population à des éléments nécessaires à la reproduction biologique et sociale de la vie. En témoignant la privatisation d'éléments tels que l'eau potable, les dépossessions territoriales imposées aux communautés, ainsi que la précarisation croissante de l'accès aux droits sociaux élémentaires, comme la santé et le logement. Face aux conséquences de ces phénomènes au sein des vies personnelles et du foyer, le soin, c'est-à-dire les pratiques permettant la continuité de la vie, doivent être pensées vis-à-vis des agressions du capital (cf. Vega, Martínez-Buján et Paredes, 2018, p.17). S'entendent dès lors comme *soin* non seulement l'attention directe, pratiquée de corps à corps, mais également les actes visant à rendre l'environnement adéquat à la vie ou à ce qu'il le reste.

C'est au sein de ce cadrage théorique, comprenant les pratiques de soin en lien étroit avec l'idée de soutenabilité de la vie, que je situe ma contribution. L'idée principale est que le *campamento* est un territoire où la notion de soin occupe une place essentielle, construit à partir des efforts des habitants, et de façon particulière, par les femmes, pour assurer ce qu'ils nomment souvent “la vie digne”, et à laquelle le fonctionnement du marché ne leur permet pas d'accéder. Une première section de l'article explique le contexte de la crise du logement à Antofagasta et la précarisation qu'elle implique sur les trajectoires des foyers immigrés, tel que le reflètent leurs témoignages. Une seconde partie met en lumière les responsabilités particulières qu'endossent les femmes dans les *campamentos*, afin d'en faire un environnement propice à la reproduction de la vie, biologique comme sociale. Puisant dans des observations ethnographiques, une troisième section montre les liens de voisinage comme une autre forme de soin, pratiquée quotidiennement et soutenant la vie communautaire. Enfin, l'article insiste sur l'envergure politique de ces pratiques et de leur visibilisation, les *campamentos* étant stigmatisés comme des lieux de délinquance dans les discours médiatiques et institutionnels, d'une façon qui légitime la volonté des autorités de les déloger à terme pour y développer des projets immobiliers et d'infrastructures excluant les habitants.

Précarisation de l'accès au logement, insoutenabilité des loyers et conséquences pour la subsistance des foyers populaires

Alors que le Chili attire depuis quelques années un nombre croissant d'immigrés latino-américains, leurs conditions d'accès au logement adéquat ne sont pas assurées, comme le souligne le rapport réalisé par l'Organisation des Nations Unies en 2017 (Farha, 2018). Tant que leur statut migratoire n'est pas régularisé, les migrants sont astreints au marché informel de la location ou de la sous-location, où nombre de propriétaires appliquent des loyers abusifs et exposent les habitants

à des conditions de surpopulation. 90 000 immigrés habiteraient dans ces conditions précaires (CIS TECHO-Chile, 2017). Si la vague d'immigration récente a visibilisé le déficit d'accès au logement adéquat d'une partie importante de la population, il s'agit d'un phénomène structurel au Chili. Ainsi, en 2018, 370 000 foyers avaient besoin d'un logement adéquat —alors que 666 000 logements étaient inoccupés (Ferrer, 2018)—. En outre, le niveau des loyers a connu une augmentation de plus de 30% dans les zones urbaines, entre 2009 et 2015 (López-Morales et Herrera, 2018).

De nombreux chercheurs ont mis en avant l'insuffisance de l'action de l'Etat chilien pour promouvoir des villes inclusives, son modèle de développement urbain se situant dans la continuité de la libéralisation des sols et de la déréglementation du marché immobilier impulsées par la dictature d'Augusto Pinochet (Ducci, 1997; Rodríguez et Sugranyes, 2005). Ainsi, comme l'écrit Ana Sugranyes, "le marché non-régulé, ou pourvu des régulations actuelles, n'offre pas d'option de localisation pour des projets destinés aux secteurs vulnérables et de bas revenus" (Sugranyes, 2015, p. 38). Au cours des années 1980, les politiques urbaines et de logement du Chili ont été transformées par la financiarisation du logement, phénomène lié à l'évolution du capitalisme vers son stade contemporain, néolibéral. L'essor mondial de la finance favorise son ingérence dans tous les domaines de l'existence. Ainsi, l'attribution du logement, support essentiel à la vie, devient de façon croissante déterminée par le marché. Le logement est désormais considéré par les politiques publiques comme un actif susceptible de générer des profits pour les investisseurs du secteur immobilier (Rolnik, 2015). La concentration croissante de la propriété immobilière et l'absence de régulation de la spéculation sont responsables de cette exclusion d'une part conséquente de la population de l'accès au marché formel du logement. En conséquence, le Chili connaît depuis quelques années une résurgence de l'habitat informel, désigné sous le terme de *campamentos*.

Capitale de l'industrie minière chilienne située dans le désert d'Atacama, Antofagasta se classe en deuxième position en terme de revenu par habitant. C'est une moyenne qui cache de fortes inégalités, dont les difficultés d'accès des immigrés au logement. Les loyers y ont augmenté de 99% en six ans, devenant inaccessibles pour les revenus des trois, voire quatre premiers quintiles de la population, tel que l'a révélé récemment une étude (Vergara Perucich, 2017). L'existence d'une bulle spéculative a été jugée probable par son auteur. En outre, Antofagasta est l'une des villes du pays ayant reçu le plus grand nombre d'immigrés au cours des dernières années. C'est également celle où le nombre de foyers vivant en *campamentos* a connu la plus forte augmentation, une multiplication par près de dix entre 2007 et 2017. Plus de 7000 familles y vivraient désormais (CIS TECHO-Chile, 2017).

Les loyers assumés par les foyers immigrés d'Antofagasta dans l'habitat formel sont si élevés que beaucoup doivent s'endetter pour parvenir à terminer le mois (Vergara Perucich, 2017). Les témoignages recueillis pour cette enquête montrent que ce coût a des conséquences profondes sur les vies personnelles, amenuisant les sommes assignées aux autres dépenses primordiales, telles que les prestations de santé ou la garde des enfants. Ainsi, le prix du logement participe de la "crise des soins", dans la mesure où il contribue à compliquer l'accès aux soins ou la capacité à en procurer à ses proches (Ezquerria, 2011). De nombreux immigrés, interrogés pour cette enquête, se plaignent de

“travailler seulement pour payer un loyer”, sans possibilité d’améliorer à terme leurs conditions de vie ou de faire face à un quelconque imprévu. Le coût trop important du logement vis-à-vis des salaires est la raison principale de l’agumentation des campamentos (CIS TECHO-Chile, 2017). Recueillis auprès d’habitantes des campamentos d’Antofagasta, les deux témoignages suivants illustrent comment le déséquilibre du marché immobilier affecte l’existence des foyers populaires. L’habitat informel est alors appréhendé comme une solution pour, selon les termes de l’une des habitantes, “pouvoir continuer à vivre”.

Malinka est bolivienne et mère de trois petites filles, âgées de deux, six et neuf ans. Alors que nous discutons, toutes trois jouent dans le salon de la maison qu’elle a construite avec l’aide de son mari dans le *macrocampamento* Los Arenales (Figure 1). Situé sur les collines qui surplombent la ville, celui-ci accueille 1300 autres familles, dont 80% sont immigrées, originaires de Bolivie, du Pérou, de Colombie et de façon croissante, du Vénézuéla. Avant de vivre dans un *campamento*, Milinka et son conjoint louaient deux pièces dans une maison partagée avec d’autres colocataires pour un montant de 450 000 pesos, représentant presque l’intégralité de son salaire de secrétaire. Ne disposant pas des moyens d’embaucher une garde d’enfant, Milinka était obligée de laisser seules ses deux filles en bas âge dans la journée. Durant sa pause déjeuner, elle “courrait” jusqu’à chez elle pour leur servir à manger puis retournait au travail. La famille a dû déménager à plusieurs reprises en raison de conflits avec le propriétaire et le colocataire qui se plaignaient des cris et pleurs des enfants. Enceinte de sa troisième fille, Milinka a dû cesser de travailler. Le couple a alors décidé d’acheter une maison partiellement construite dans un *campamento*, sur les conseils d’une amie “qui elle aussi, est maman, et courrait tout le temps entre son travail et ses enfants...”. L’économie réalisée sur le loyer a permis à Milinka d’arrêter de travailler et de s’occuper de ses trois filles. La possibilité de construire une chambre supplémentaire permet également à la famille de disposer d’un espace auquel elle n’aurait pas pu accéder en louant un logement. Alors que ses deux filles aînées s’échappent par la porte, Milinka conclut: “Aller vivre dans le *campamento*, pour notre famille, c’est la meilleure chose qui nous soit arrivée...”.

“A Antofagasta, si tu es migrant, tu ne peux pas tomber malade, sinon tu ne peux plus payer ton loyer, tu ne peux plus manger.” Entendu à plusieurs reprises dans les récits des travailleurs immigrés, ce commentaire illustre bien l’histoire de Verónica. Quarantenaire, elle travaille comme garde d’enfants chez des particuliers et vit à Antofagasta depuis dix ans. Elle est originaire de Cochabamba, en Bolivie, où ses filles, de 19 et 21 ans, vivent encore et font leurs études. Depuis qu’elle a émigré, Verónica n’a cessé de leur envoyer une part impor-



Figure 1: Depuis la rue formelle, vue du campamento Los Arenales. Crédits: Photographie par l’auteure, mars 2019.

tante de son salaire et de communiquer chaque jour avec elles. Cependant, alors que ses filles venaient d'être acceptées à l'université, le conjoint de Verónica a dû être hospitalisé. Afin de s'assurer une prise en charge d'une meilleure qualité et plus rapide que celle de l'hôpital public chilien, et d'être ensuite aidé à son domicile par sa famille, il est rentré dans son pays d'origine, le Pérou, pour suivre son traitement. Il en a résulté des frais médicaux pesant lourdement sur le budget du couple. Le *campamento* a alors représenté une ressource permettant à Verónica d'assurer la solidarité financière qu'appelle la situation de parents transnationaux et à son mari d'être soigné auprès de ses proches, au Pérou.

Pour quel motif est-ce que je suis allée vivre dans un campamento? Tout d'abord, parce que je suis pratiquement comme une mère célibataire et mes filles sont à l'Université en Bolivie... et, il y a quatre ans, mon époux était malade, alors on ne pouvait plus payer le loyer de 250 000 pesos. Il ne pouvait plus aller au travail parce que sa santé était mauvaise... alors je lui ai dit, faisons un effort {financier}, allons chez le médecin. Il lui a donné un traitement. L'autre chose, c'est que j'ai appris que j'avais un problème à la tête. Dans l'examen qu'ils m'ont fait, il apparaissait que j'avais une tumeur. Le traitement s'élevait à 2 millions de pesos. Alors, j'ai pensé, nous allons aller au *campamento* pour vivre. Je remercie Dieu parce que si on n'avait pas eu la possibilité de vivre dans un *campamento*, je n'aurais pas pu me faire mon traitement. Grâce à cela nous avons pu économiser un peu d'argent, j'ai pu me soigner, j'ai pu donner de d'études complètes à mes filles... les enfants de mon mari [restés au Pérou] ont aussi un bon standard de vie du fait que nous, nous soyons ici. Même malades, on a pu les aider. Le *campamento*, c'est vraiment une aide, un soutien [...] (Entretien, février 2019).

Plus tard au cours de l'entretien, Verónica mentionne que le Chilien qui a initié l'occupation de terrain demandait aux foyers voulant s'installer de fournir des preuves de leur "nécessité de vivre dans un *campamento*". Seules étaient acceptées les familles avec enfants, à l'exception des personnes qui, comme Verónica et son mari, se trouvaient dans une situation économique particulièrement difficile. Cette sélection visait, selon Verónica, à s'assurer que le *campamento* soit un lieu de *buen vivir* (bonne vie), habité par des foyers se trouvant réellement "dans la nécessité" et non par des "délinquants" ou des personnes "qui profitent". Le "besoin" est fréquemment mis en avant par les habitants comme un critère légitimant le fait d'occuper illégalement des terrains publics.

Dépourvus dans le pays d'accueil de liens de solidarité familiale et de voisinage pouvant les soutenir, que ce soit financièrement ou par le partage de tâches telles que la garde des enfants, les travailleuses et travailleurs immigrés peuvent être confrontés à de plus grandes difficultés que les nationaux dans la conciliation du travail et des pratiques de soin. L'habitat informel est alors envisagé par certains foyers populaires comme une ressource déterminante, lorsque le prix excessif des loyers menace la satisfaction d'autres besoins essentiels tels que l'accès à la santé ou la garde des enfants. Cependant, le rôle crucial du *campamento* ne s'entend pas seulement à travers cette dimension financière.

Le rôle essentiel des femmes dans la défense de conditions dignes d'habitat

Comme l'illustre le récit de Milinka, le *campamento* apparaît aussi comme une façon d'obtenir des conditions d'habitat adéquates pour accueillir la vie du foyer lorsque louer un logement de taille suffisante dans un quartier formel est économiquement inaccessible. L'auto-construction permet d'adapter l'espace du logis aux nécessités de la famille sans être soumis aux contraintes de la marchandisation de la terre, qui fait du sol urbain une ressource rare, plus encore dans un contexte de forte spéculation. Non seulement les loyers sont de plus en plus élevés au Chili mais ils correspondent en outre à des surfaces habitables de plus en plus réduites (López-Morales et Herrera, 2017).

L'implication des femmes pour l'amélioration des conditions de vie dans les *campamentos* est souvent liée à leur identité de mère (Ossul-Verhmeren, 2018). En ce sens, assurer un habitat adéquat à sa famille peut être compris comme une pratique de soin, dans la continuité d'autres responsabilités essentielles à la reproduction sociale et biologique de la vie. Les récits des habitantes renseignent sur l'importance de leur rôle dans la construction matérielle et l'aménagement de l'habitat, à l'échelle du foyer comme de la communauté formée par l'ensemble des habitants. Milinka, mère de trois petites filles, exprime une idée qui trouve un écho dans le récit de nombreuses autres habitantes: son conjoint ne prête pas la même attention qu'elle à l'amélioration de leur environnement de vie.

Ce n'est pas pour être féministe ou machiste mais (*rires...*) Malheureusement, de naissance, l'homme est ainsi. Pas tous, il y a certains qui vont lutter... Mais mon époux, si rien ne manque, il est tranquille. Il ne fait pas trop attention à la maison, même quand il a du temps. C'est moi qui doit être attentive, il faut peindre ça, améliorer la lumière... L'homme malheureusement est négligent, ce n'est pas parce qu'il n'aime pas sa maison: lui [mon conjoint], il aime sa maison. Mais il n'a pas ce même enthousiasme comme une femme. Moi, je vois les enfants [...] (Entretien, mars 2019).

Ce rôle des femmes relatif à l'habitat revêt une dimension politique, étant donné la menace constante à laquelle le caractère irrégulier des *campamentos* les expose. Une habitante et porte-parole d'un *campamento* ayant résisté pendant deux mois à un processus de délogement raconte ainsi:

Mon mari m'a dit clairement que si les *carabineros* arrivent, il prend son sac-à-dos et s'en va, il va louer une pièce. Moi, avec les enfants, je ne pourrai pas faire ça. C'est pour eux que je lutte [...] (observations de terrain, 2019).

Dans la pensée occidentale, la dichotomie entre sphère publique et sphère privée consacre le foyer comme l'espace de l'intime, par essence apolitique, en même temps que domaine du féminin. Par contraste, l'espace public serait le lieu du politique et réservé aux hommes. A rebours de cette vision, les géographes féministes ont mis en lumière la continuité entre les deux sphères. L'espace de la maison et les relations qui s'y déploient, ne sont pas séparés des dynamiques et rapports de force politiques, économiques et sociaux; au contraire, le foyer se constitue à travers eux (Ossul-Verhmeren, 2018). Pour cette raison, l'engagement des femmes des *campamentos* pour améliorer leurs conditions d'habitat fait de leur foyer une résistance politique: leurs habitants ont décidé d'enfreindre la loi pour ne plus accepter la place dans

la ville et la forme de logement que leur attribuent le marché immobilier et foncier. Dans certains cas, la conquête de l'espace du foyer s'est faite au prix d'une résistance aux tentatives de délogement de l'Etat, les familles construisant de nouveau une maison après que la première a été détruite.

Concernant l'amélioration des conditions d'habitat, le rôle des femmes dans les *campamentos* ne s'exerce pas seulement à l'échelle du foyer mais également de l'organisation territoriale. Les *campamentos* au Chili sont structurés en comités de logement, regroupant des foyers postulant collectivement à une allocation étatique pour accéder à un logement social. Or, en l'absence de cadastre à jour, les nouveaux *campamentos* d'immigrés d'Antofagasta n'ont pas encore été habilités à la postulation, maintenant leurs habitants dans une attente qui s'étendra sans doute sur plus de cinq ans. Le comité dote l'organisation com-

Figure 2: Deux habitantes participant à une tâche de nettoyage collectif du campamento Los Arenales. Avril 2019. Crédits: Agrupacion Rompiendo Barreras Los Arenales.



munautaire des *campamentos* d'une existence légale et d'une structure formelle, fondée sur la prise de décision démocratique au cours d'assemblées. Au lieu d'y évaluer l'avancement de chaque famille pour réunir l'épargne demandée et d'élaborer un "projet de logement" dans l'attente d'une allocation étatique, le comité devient l'instance au sein de laquelle les habitants se concertent pour aménager le territoire, en assurer la sécurité, organiser les événements communautaires. Le statut légal du comité exige que le président, le secrétaire, le trésorier et le vice-président soient élus démocratiquement. La direction qu'ils constituent est souvent presque exclusivement féminine.

L'organisation des événements communautaires requiert une série de labeurs généralement associés au genre féminin et souvent invisibilisés, tels que l'achat d'aliments et d'artefacts, la cuisine, le nettoyage des espaces communautaires, la préparation d'activités collectives pour les enfants ou de repas ou encore le nettoyage des espaces communautaires (Figure 2). En outre, le rôle de responsable communautaire implique d'organiser la répartition des tâches dans l'aménagement territorial du *campamento*, d'articuler les pratiques de solidarité, de résoudre les conflits, d'intervenir dans les situations personnelles, ainsi que d'agir comme intermédiaire et porte-parole des habitants auprès

des autorités. L'idée que les femmes disposeraient de plus de temps que leurs conjoints, étant moins insérées sur le marché du travail formel, ne suffit pas à expliquer le fait que presque tous les responsables des *campamentos* d'Antofagasta sont des femmes. De nombreuses dirigeantes travaillent en effet à plein temps et doivent en outre assurer les tâches domestiques de leur foyer.

L'investissement personnel demandé par l'organisation politique et territoriale peut en ce sens créer des tiraillements au sein des rapports de force domestiques. Des tensions et des conflits peuvent naître entre les femmes impliquées et leurs conjoints, ces derniers leur reprochant le temps consacré à l'organisation. Les réunions liées au *campamento* se déroulent en effet souvent le soir, à un moment que les femmes dédient d'ordinaire aux tâches de ménage, de cuisine, d'éducation et de soin envers les enfants. Alors même que les deux conjoints bénéficient des avantages de l'habitat auto-construit du *campamento*, les femmes sont souvent les seules, dans le couple, à s'impliquer dans l'organisation territoriale, la lutte politique contre le délogement ou l'accès aux services urbains. Certaines porte-paroles et responsables communautaires doivent négocier auprès de leurs conjoints afin de pouvoir se rendre aux réunions, sans néanmoins qu'ils les soutiennent dans leur engagement.

Cependant, endosser un rôle de leader territorial peut aussi être à l'origine d'expériences, de sources de soutien et de socialisation inédites, qui les amènent à envisager différemment les relations de genre. Les réunions avec les autorités ou avec les militants et professionnels les conseillant, ainsi que la nécessité de se confronter au haut degré de technicisation de la bureaucratie chilienne impliquent un processus important d'apprentissage de compétences et de savoirs nouveaux. S'appuyant sur le fait qu'elles deviennent, à différents degrés, des figures publiques, les habitantes peuvent parfois être amenées à renégocier, du moins symboliquement, les rapports de force au sein de leur foyer. Alejandra Massolo, auteure d'études pionnières sur l'implication des femmes populaires à l'échelle locale, distingue les intérêts pratiques et les intérêts stratégiques de genre; ils peuvent parfois se recouper dans les trajectoires de participation des femmes des *campamentos*. Les intérêts pratiques de genre découlent des nécessités matérielles que les femmes, à travers leurs rôles d'épouse, de mère, ont le devoir d'assumer. Les intérêts stratégiques de genre sont ceux qui apparaissent lorsque les femmes prennent conscience de leur situation de subordination, d'inégalité et de discrimination, et entendent la transformer (cf. Massolo, 2003, p. 43).

Par ailleurs, comme le souligne Massolo, le rôle des femmes dans l'espace local ne saurait être réduit à la seule survie du foyer: leur participation recouvre de nombreuses facettes. Elle peut répondre à un goût comme à un moyen d'accéder à de nouvelles sociabilités et à une source d'apprentissages (Massolo, 2003). Être dirigeante de *campamento* est une expérience forte au cours de laquelle les femmes endossent des responsabilités importantes concernant le devenir des autres habitants. C'est ce que révèle par exemple le témoignage d'Isidora, présidente d'un comité du campamento Balmaceda, où vivent 1200 familles.

Quand j'ai commencé comme dirigeante je n'avais pas d'expérience, ce n'est qu'en étant présidente de ce comité que j'ai commencé à m'impliquer dans ces thèmes-là. Ça m'a fait mûrir en tant que femme et en tant que mère, car on apprend des choses. Aller aux réunions, rencontrer les

autorités, c'est une expérience très belle, qui me sert, en tant que femme. Et puis socialiser un peu, surtout: avant, j'allais seulement de mon travail à la maison, de la feria à la maison... Et on apprend de très bonnes choses, des valeurs... Nous sommes des personnes très humbles et... timides. On reste comme ça, n'importe quelle question, on la garde pour nous... Très timides... Mais ça je sens que je suis en train de le perdre, en chemin. C'est la première fois que je me mets là-dedans mais j'apprends beaucoup, à parler en public... Avant je me taisais pendant les réunions mais j'apprends à m'affirmer, comme dirigeante, comme femme (Entretien, mars 2019).

Par ailleurs, alors que les savoirs nouveaux qu'elles acquièrent sont divers, leur rôle de leader est souvent associé au registre des émotions et du relationnel. Pourtant, la notion de "soin" implique toujours des connaissances, non seulement empiriques mais aussi théoriques. Les habitantes impliquées dans la vie communautaire deviennent des leaders sociales, dotées de savoirs concernant le territoire, la population du *campamento*, aussi bien que le fonctionnement des services publics et la façon dont on organise un groupe. Ces compétences ne relèvent pas uniquement du "contact humain", de l'"affectif". C'est pourtant ainsi qu'elles sont souvent définies, en opposition avec celles des architectes, psychologues, avocats et autres professionnels intervenant dans les *campamentos* ou soutenant les mouvements d'habitants. La dichotomie genrée des savoirs tend à retirer la dimension rationnelle et objective des leaders sociales.

Finale­ment, si la présence des femmes au sein des organisations de quartier et des mouvements sociaux urbains a longtemps été invisibilisée et ses causes socio-historiques peu questionnées, cela peut s'expliquer par le lien avec les rôles de genre traditionnels et l'invisibilisation de ces derniers, puisque comme le rappelle la sociologue Blanca Valdivia: "alors que le productif est associé au prestige, à l'autonomie et au pouvoir de decisión, la reproduction et sa pratique quotidienne est rabaissée à la catégorie de la routine, et par définition, à rien d'extraordinaire" (Valdivia, 2018, p.67). Pourtant, comme le souligne Alejandra Massolo, l'engagement des femmes dans les organisations populaires constitue "probablement l'élément le plus original du mouvement de femmes latino-américaines: la reconversion des rôles de genre, qui imprègnent si fortement les femmes et leur culture, en sujets sociaux avec une voix et une action propre, qui rejettent le maintien d'un statu quo injuste et intolérable" (Massolo, 1998, p. 66)

Liens de voisinage, soin et solidarité dans les *campamentos*

Le mari de Verónica a dû être hospitalisé dans son pays d'origine, le Pérou, où ses proches peuvent prendre soin de lui quotidiennement. Verónica, travaillant à temps plein comme garde d'enfants, n'avait pas la disponibilité nécessaire. Au cours d'une réunion de l'organisation communautaire dans laquelle elle est impliquée comme secrétaire de son comité, Verónica explique la situation économique difficile dans laquelle elle se trouve, alors que le voyage de son mari et les frais médicaux requièrent une somme correspondant à ce qu'elle gagne en plusieurs mois. Elle propose d'organiser un *plato único*, événement festif au cours duquel elle vendra des plats qu'elle aura cuisinés et procédera à un tirage de lots. Les responsables des différents comités s'engagent

à vendre une certaine quantité de numéros dans leur secteur et à apporter une partie des ingrédients nécessaires aux *chincharonnes fritos* que va préparer Verónica. Plusieurs apporteront également des objets d'une certaine valeur, un petit poste de télévision et même une machine à laver, afin qu'elle les propose comme prix à gagner de sa loterie. Verónica est très émue. Au cours de cette réunion entre dirigeants communautaires, elle déclare: "Je n'ai jamais douté que vous m'aiderez. Parce que nous sommes comme une grande famille!" Le week-end suivant, un groupe d'environ dix femmes transporte avec Verónica, jusqu'au foyer communautaire, des tables, des chaises, des jarres contenant le jus de mangue et de grandes casseroles emplies de la viande à frire. Une fois les nappes disposées et la bâche protégeant du soleil montée, Verónica s'anime derrière les fourneaux disposés devant l'entrée du centre communautaire. De nombreuses familles habitant les environs sont déjà présentes, alertées par Whatsapp² de l'événement, ou par les sonorités andines qui s'échappent des haut-parleurs. Les responsables communautaires venues aider Verónica placent les aliments dans les plats et vendent les verres de jus naturel. L'activité bat son plein jusqu'à ce que le soleil entame son déclin vers l'océan, que surplombe le *campamento* depuis les hauteurs de la ville. Les voisines continuent de vendre, tandis que d'autres ont déjà entrepris de ranger les plats et de les nettoyer, dans la cuisine du foyer communautaire. Plus tard, elles attendent que Verónica ait fini de faire les comptes, avant de célébrer avec elle la somme récoltée, faisant trinquer leurs verres de jus de mangue.

Dans les *campamentos* d'Antofagasta, ces actes ancrés dans la trame du quotidien et dans la vie collective du territoire sont souvent réalisés par des femmes, comme en témoigne l'équipe formée autour de Verónica pour assurer la récolte de fonds au bénéfice de son mari malade. En allant vivre dans le *campamento*, elle n'a pas seulement pu assurer la subsistance financière de son foyer: elle a également intégré une communauté prête à l'action collective. Le fait de "faire foyer" dans le *campamento* dépasse la vie domestique et se traduit par les liens affectifs et de sociabilités qui font que les habitants aiment vivre dans le *campamento*, y ayant trouvé une communauté (Ossul-Verhmeren, 2018). Le *soin* est en ce sens une dimension de la vie communautaire. Il contribue à la création d'un *commun* dans le *campamento*, élément au fondement de la construction collective, matérielle et symbolique, du



Figure 3: Plato único organisé dans le campamento Balmaceda, 27 janvier 2019. Crédits: Pablo Seward.

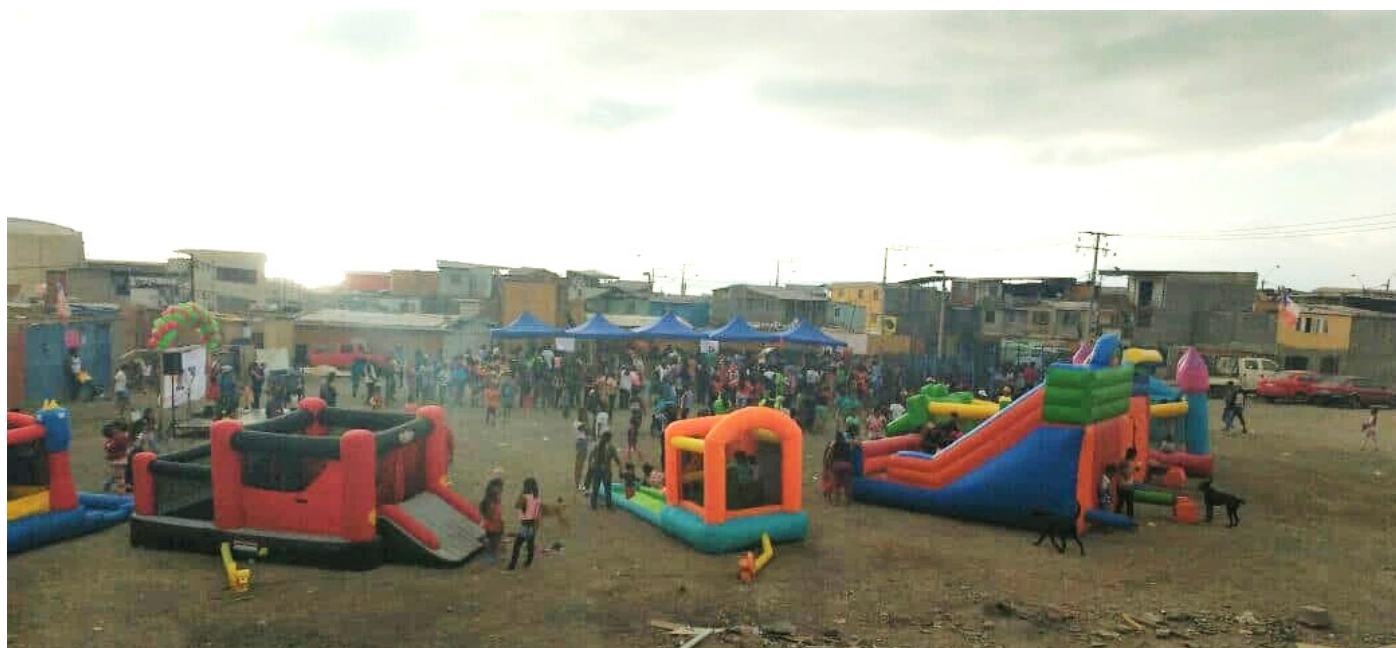
2 Whatsapp est un réseau de messagerie en ligne couramment utilisé au Chili. Un groupe de conversation rassemblant tous les habitants d'un *campamento* est souvent créé pour faire circuler les informations relatives à la vie communautaire.

territoire. L'anthropologue Clara Han, dans son ethnographie d'une commune de Santiago frappée par les effets des restructurations économiques, recourt également à la notion de "soin" pour mettre en lumière les gestes et pratiques quotidiennes au sein du foyer visant à pallier les effets de la précarité économique (Han, 2012). Ces formes de solidarité et d'attention dépassent la sphère domestique, tissant des liens entre les familles du quartier populaire, forgeant un sentiment d'appartenance.

Le mot "famille" est souvent employé par les habitants des *campamentos* pour désigner les liens qui les unissent à leurs voisins. Un sentiment d'appartenance collective caractérise ces territoires. Il fait souvent partie des raisons avancées par les habitants pour continuer à y vivre, ensemble, plutôt que de risquer d'être séparés dans différentes parties de la ville lors d'assignation d'un logement social. Les épreuves partagées, comme les opérations de raccordement à l'eau et à l'électricité au risque d'être arrêtés par la police ou les tours de garde la nuit lorsque plane la menace de délogement, contribuent à forger ce sentiment. Il en est de même que les instances qui marquent de façon plus quotidienne la vie collective du *campamento*, telles que les assemblées de voisinage, les différentes célébrations traditionnelles, le Jour de l'Enfant, les loteries solidaires,... La vie communautaire des *campamentos* est perçue par de nombreux habitants et observateurs chiliens comme une réapparition de formes d'organisation populaire qui ont pris fin avec le retour à la démocratie et la vaste démobilisation politique et sociale qui l'a suivie, notamment au sein du mouvement populaire urbain. Aujourd'hui, alors que la participation aux assemblées des quartiers formels —*Juntas de Vecinos*— est faible au Chili (Hermann et van Klaveren, 2016), les *campamentos* sont en revanche le lieu de nombreux projets collectifs, qu'il s'agisse d'aménagements de l'espace ou de l'organisation d'événements festifs et solidaires, du carnaval aux *platos únicos* pour récolter des fonds.

Formé au cours de l'année 2015, le *macrocampamento* Los Arenales est aujourd'hui habité par environ mille familles dont plus de 80% sont immigrées. Les dirigeantes des comités qui le composent se sont associées à partir de l'année 2017 en un groupe nommé *Rompiendo Barreras*,

Figure 4: Fête de Noël pour les enfants organisée en 2017 par l'organisation Rompiendo Barreras dans le campamento Los Arenales. Crédits: Mónica Valencia Castillón.



en référence à la volonté de dépasser les différentes frontières, celles de la ville formelle et des identités nationales, au-delà desquelles sont si souvent relégués les habitants des *campamentos*. L'association est née à partir de l'organisation d'une grande fête de Noël pour les enfants, en 2016. Après avoir postulé à un projet du ministère du développement social, Mónica, l'une des dirigeantes communautaires a remporté une somme d'argent importante pour offrir aux enfants de son secteur une célébration de grande ampleur. Elle a fait le choix de la partager avec les autres dirigeantes afin que tous les enfants du *macrocampamento* puissent profiter d'une journée emplie de spectacles de magie, de confiseries et de cadeaux. Cet événement a marqué le début d'un rapprochement avec Fractal, l'ONG de développement indépendante qui réalise un travail social territorial dans le *campamento*. En travaillant ensemble, les femmes impliquées dans l'organisation du *campamento* ont peu à peu pris conscience des problèmes communs auxquelles elles se heurtaient au sein de leur foyer. Accompagnées par Fractal, elles ont commencé à se retrouver pour partager leurs expériences, liées à la répartition inégale des tâches domestiques et à la violence conjugale dont certaines sont victimes.

Habitante de Los Arenales, Libni est péruvienne, mère d'un garçon de quatre ans. Segundo, son mari, travaille dans le secteur de la construction. Cependant, lors de leur arrivée au Chili, il y a cinq ans, il a dû accepter pendant plusieurs mois des travaux sans contrat, exposés aux pratiques abusives de ses employeurs, faute de trouver un emploi formel, nécessaire pour régulariser sa situation migratoire. C'est lorsque Libni est tombée enceinte et a dû cesser de travailler, que le *campamento* est apparu comme une solution pour le couple ne parvenant plus à payer de loyer. Seulement, la maison qu'ils avaient commencé à construire a été détruite par les forces de police lors d'une opération de délogement. Libni se remémore les jours qui ont suivi ces lourdes pertes matérielles:

On n'avait rien à manger parfois. On pensait pour le jour-même mais on arrivait tout juste, on n'avait même pas assez pour le liquide vaisselle. Ils avaient embauché Segundo et ils ne lui ont rien payé pour la semaine où il a travaillé. Il commençait à travailler à 4h du matin et revenait à 22h, et le chef voulait lui payer seulement le salaire minimum, alors il a démissionné. Avec la voisine de la maison d'à côté, on faisait ensemble nos recherches d'emplois pour Segundo et son mari à elle, qui étaient tous les deux au chômage. On s'aidait, et c'était toujours: "voisine, tu as du sucre?". Je lui prêtais ce que j'avais, et elle me prêtait ce que je n'avais pas. On a vécu ainsi jusqu'à l'année dernière puis on a un peu pris notre indépendance, mais même aujourd'hui: "tu as? Si, tiens". C'est comme ça, parce que je crois qu'être voisins c'est quelque chose de plus que d'être seulement une connaissance. Tu ne sais jamais à quel moment tu pourras avoir besoin de cette autre personne (Entretien, 2019).

La connaissance mutuelle entre les habitants du *macrocampamento* Los Arenales où vit Libni constitue, selon les mots de la présidente de son comité, Elizabeth, des "couches de protection". Elizabeth a été de longues années sœur au sein d'une mission catholique dans l'Amazonie péruvienne, expérience au cours de laquelle elle a côtoyé des curés proches de la Théologie de la Libération.³ Les connaissances et savoir-faire qu'ils lui ont transmis concernant l'organisation des groupes se révèlent précieux dans le contexte du *campamento*. Nommé Nue-

3 La théologie de la libération est un courant dissident de l'Eglise catholique, développé à partir des années 1960 en Amérique latine. Il repose sur l'idée que la pauvreté vécue par la majeure partie de la population est fondamentalement injuste et appelle à plus de solidarité, de dignité et de justice sociale, à travers la libération des peuples (Silva, 2009).

vo Amanecer Latino, le comité d'Elizabeth est particulièrement actif, ayant par exemple été à l'initiative d'une garderie communautaire. L'idée de ce projet était que des voisines soient employées pour garder les enfants des mères souhaitant travailler et ainsi s'indépendantiser économiquement. Alors que je fais remarquer à Elizabeth que le *campamento* est souvent associé à la délinquance et au danger, elle affirme:

Au contraire, il crée des couches de protection empiriques. Parce que, dès qu'on nous dit: "Voisine, dans la maison n° tant, il se passe ça", je dois courir vers là-bas... "Voisine, dans telle autre maison, le mari frappe la femme...". Wili [le vice-président du comité], qui a la camionnette, emmène les femmes victimes de violence au Centre d'Assistance et attend avec elle. Même à 2, 3 heures du matin. Et après on est là, à contenir, avec Carmen, avec la Libni... Et tout ça fait que les voisins commencent à générer des espaces de confiance. On parle des sujets entre nous... Toutes ces choses ont permis de faire que nous soyons les super femmes que nous sommes aujourd'hui (Entretien, février 2019).

Comme le fait Elizabeth, il faut souligner que les pratiques de soin, de solidarité et de protection entre voisins ne sont pas assumées uniquement par les femmes dirigeantes mais également par les hommes impliqués dans l'organisation communautaire. C'est le cas du vice-président du comité Nuevo Amanecer Latino, lorsqu'il attend de longues heures dans le Centre d'assistance avec des femmes victimes de violence conjugale. Dans le macrocampamento Balmaceda, un groupe de voisins s'est associé en une entreprise de transports pour transporter les habitants entre l'avenue principale et le macrocampamento. Ces derniers n'ont ainsi pas à monter à pied la longue pente jusqu'aux hauteurs des collines, où sont situées les premières maisons. David, l'un des chauffeurs, explique:

Ce n'est pas comme un bus, un taxi, où l'on voit des inconnus tous les jours. Non, nous, on transporte toujours les mêmes personnes. On est un voisinage, on est une famille. Nous, on l'appelle la famille parce qu'on est là... Les gens arrivent, et s'ils n'ont pas pour payer leur trajet, on les amène quand même, on ne va pas les laisser. Dans le *campamento* il y a beaucoup d'enfants, et là il y a une garderie (montre l'angle de la rue) et nous, toute la journée on transporte des enfants. Maintenant que l'école a repris, certaines mamans amènent leurs enfants, vont les chercher, elles font deux, trois aller-retours par jour. On ne va pas les faire payer à chaque fois [...] (Entretien, février 2019).

L'attention envers l'autre constitue ainsi un élément essentiel de la construction de ces *paysages pour la vie*⁴ que sont les *campamentos* (cf. Rolnik, 2018, p. 6).

4 Cette expression a été employée par l'urbaniste et précédente rapporteure spéciale pour le droit au logement adéquat des Nations unies, Raquel Rolnik, qui se réfère à l'habitat auto-construit, aux quartiers non-planifiés, comme "paysages pour la vie", en opposition aux tours d'immeubles de bureaux ou aux logements aux coûts hors d'accès pour la majorité de la population, qu'elle qualifie de "paysages pour la rente".

La dignité de l'habitat comme résistance politique

Il est important de souligner que penser le *campamento* comme un espace où sont exercées des pratiques de soin et de protection, au sein du foyer comme de la communauté est contre-intuitif vis-à-vis de la représentation de ces territoires dans l'imaginaire collectif, décrit par les discours médiatiques et politiques comme un habitat indigne, où sévit la délinquance et où les droits des personnes ne sont pas assurés.



La penseuse féministe bell hooks a décrit comment les femmes noires en Afrique du Sud, du temps de l'apartheid, restauraient au sein du foyer leur dignité et celles de leurs proches, en contraste avec les discriminations et humiliations vécues au dehors (Hooks, 1990, p. 385). Leur action, plutôt qu'un rôle "naturel", est à comprendre comme une résistance politique vis-à-vis de la situation d'oppression subie dans la société. Au Chili, les travailleuses et travailleurs immigrés latino-américains, qui pour la plupart sont d'ascendance indigène ou afro-descendants, sont l'objet de discriminations entremêlant des logiques racistes, classistes et sexistes. Cette relégation des ressortissants des pays voisins à une forme d'altérité infériorisée s'explique par la prégnance, dans la société chilienne, d'un ordre de valeur hérité de la colonie. Le projet national chilien définit son identité comme blanche, "civilisée", proche de l'Europe, en opposition à un "autre" indigène, "sauvage", dont seraient restés proches les autres pays latino-américains, et plus particulièrement leurs secteurs populaires (Tijoux Merino et Córdova Rivera, 2015, p. 8). Dans le cas des habitants des *campamentos*, à ces stigmates, s'ajoutent ceux dont l'habitat non-planifié institutionnellement est si souvent l'objet.

L'Etat chilien, par le passé, répondait plus favorablement aux demandes de titres de propriété et d'accès aux services urbains, agissant en ce sens de façon similaire à d'autres Etats d'Amérique latine, où l'occupation irrégulière des sols est l'une des modalités principales d'accès au logement des secteurs populaires (Garcés, 2002; Holland, 2015). Au prisme de la volonté des gouvernements de la transition démocratique de moderniser le Chili et de "dépasser la pauvreté", les *campamentos* ont été considérés comme un signe manifeste de sous-développement (Murphy, 2015, p. 121). L'Etat a déplacé massivement leurs habitants dans des logements sociaux bâtis en nombre très important au cours des années 1990. Cette politique a bénéficié au secteur de la construction, tout en éloignant les plus pauvres des zones centrales. La

Figure 5: Fresque murale à l'angle d'une rue du quartier Desierto Florido du campamento Los Arenales. Crédits: Photographie par l'auteure, mars 2019.

revendication de titres de propriété et à l'accès aux services urbains des *campamentos* d'Antofagasta contrevient donc à la politique de logement pour les secteurs les plus pauvres, entrée en vigueur durant la dictature et consolidée au moment de la transition démocratique. Conjointement à cette politique, s'est distillée l'idée que le logement est un bien auquel les individus accèdent "par l'effort", c'est-à-dire en épargnant puis en se voyant attribuer, avec l'aide d'une allocation de l'Etat, une unité de logement sur le marché immobilier privé. Construits selon la logique du marché, les logements pour les foyers les plus pauvres sont situés sur des sols urbains peu chers, et donc périphériques, de petite taille et avec des matériaux d'une qualité souvent faible (Ducci, 1997).

Les *campamentos* d'immigrés d'Antofagasta qui demandent aujourd'hui leur régularisation représentent une alternative et un désir d'autonomie vis-à-vis de la politique de logements sociaux chilienne. Octroyer l'accès à des sols urbains centraux aux habitants des *campamentos* serait interprété comme une "triche" face aux foyers chiliens qui patientent depuis des années pour accéder à une unité de logement social, dans un immeuble en périphérie. En outre, les responsables politiques ne souhaitent pas s'exposer au risque d'être accusés de favoriser des immigrés vis-à-vis des nationaux. Ce contexte politique contribue à expliquer l'accent mis par les gouvernements local et national sur l'"illégalité" des *campamentos* d'Antofagasta et le relai de représentations de leurs communautés comme désorganisées, marquées par la délinquance et d'autres maux sociaux. Les immigrés des *campamentos* d'Antofagasta ont été décrits par une personnalité de l'Eglise catholique, dotée d'influence sur l'élaboration des politiques publiques, comme "venant de pays beaucoup moins formels que le nôtre" (Berrio, 2017, p.2). Selon ce discours, répandu parmi les acteurs institutionnels, des facteurs culturels expliqueraient ce mode d'habitat marqué par le désordre et l'illégalité, supposant l'incapacité des immigrés à s'intégrer au marché formel du logement. Face à ces représentations, le haut degré d'organisation des *campamentos* et l'importance qu'y recouvre la notion de *soin* acquièrent une dimension politique. Pratiques de soin, solidarité et protection sont d'autant plus *politiques* que le principal argument auquel recourt le gouvernement local pour justifier le délogement à terme des *campamentos* d'Antofagasta est leur localisation dans une zone considérée par les normes de planification comme soumise à des risques naturels. Leurs habitants sont souvent accusés, de façon plus ou moins implicite, d'inconscience: ils mettraient en danger leur vie et celle de leur famille en habitant sur les collines où peuvent survenir des alluvions, ou sous des tours de haute-tension électrique.

Prononcé lors d'une réunion publique à l'Université catholique du Nord, le discours de Blanca, porte-parole du *macrocampamento* Balmaceda, dont les habitants ont résisté pendant plusieurs années à une tentative de délogement par le gouvernement, est une réponse à ces représentations:

Oui, nous sommes des immigrés. Mais nous vivons ici depuis plusieurs années, nous avons créé des familles, et nous avons les mêmes besoins que les Chiliens. Ils nous discriminent pour vivre dans un *campamento*, alors que nous y vivons tranquillement, avec dignité, en communauté, nous nous connaissons entre nous, entre voisins. Nous avons la richesse de dire: "Voisins, vous savez quoi, aujourd'hui nous voulons faire telle activité... Partageons et faisons-le", ce qui aujourd'hui, ne peut plus se faire dans les *poblaciones*.⁵ Ils nous stigmatisent beaucoup en disant que nous sommes

5 La porte-parole communautaire se réfère au déclin des sociabilités de quartier et des organisations populaires locales, survenu au Chili depuis la fin de la dictature, tel que souligné précédemment (Herrmann et van Klaveren, 2016).

des délinquants, mais ce n'est pas vrai. 90% des personnes qui vivent dans un *campamento* travaillent. Nous enrichissons les riches. Nous travaillons, nous gardons leurs enfants, nous faisons le ménage, nous travaillons dans la construction... Mais nous aussi nous vivons dignement (...). Si on a cette nécessité, c'est parce qu'on n'y arrive pas avec ces salaires. Moi j'ai deux enfants, mes deux enfants vont à l'école. Moi, comme garde d'enfant chez un particulier, je gagne 300 000 pesos, en travaillant de lundi à vendredi, de 8h du matin à 5h de l'après-midi. Parfois je n'ai même pas le temps de voir mes enfants, d'aller les chercher à l'école, de jouer avec eux... Je n'ai pas la même possibilité qu'ont les riches (...). Souvent, les familles qui ont des enfants ont des problèmes pour louer un logement, car les maisons louées aux immigrés sont pensées pour des personnes seules, pas pour des personnes avec des enfants. C'est une discrimination envers les familles. Alors la majorité de ceux qui vivent dans un *campamento*, c'est parce que nous ne pouvions pas payer 250 000 pesos pour une maison, alors qu'ils nous empêchent de vivre sans enfants. Malheureusement les familles sont formées par des enfants, et personne ne peut nous dire que nous, nous ne pouvons pas en avoir (Enregistrement de la conférence, 2019).

Les paysages des *campamentos* portent en eux ces liens entre habitants, nourris par les projets entrepris pour aménager un lieu de vie a priori hostile. Ainsi, l'entrée du *campamento* Los Arenales par le secteur du comité Nuevo Amanecer latino a été embellie par l'aménagement d'une aire de jeux. Les habitants, y compris les enfants, l'ont fabriquée eux-mêmes à partir de matériaux de récupération, après l'avoir décidé au cours d'une assemblée de voisinage (voir figure 6). Les fresques murales réalisées par des artistes de street art locaux, dont le coût est financé par les habitants, expriment également cette volonté d'embellir l'espace du quotidien qui acquière une portée politique (figure 7).

Conclusion

Ainsi, les récits des habitants des *campamentos* et les scènes issues de leur quotidien dessinent une autre image de l'habitat informel, marquée par les efforts des habitants pour assurer la dignité du lieu de vie, par l'importance du rôle des femmes, par des liens de voisinage denses et des pratiques de solidarité. Ces éléments consacrent l'importance que recouvre la notion de "soin" dans la construction sociale, matérielle et symbolique des *campamentos*. La conclusion, tout en remémorant quelques résultats de mon enquête, vise à ébaucher différentes pistes pour élargir la discussion. D'une part, les expériences d'habitat informel nourrissent les réflexions en cours quant à la prise en compte des tâches de soin dans la construction de l'espace urbain. D'autre part, il est possible d'affirmer que la notion d'"éthique du soin", issue de la philosophie féministe, trouve un écho dans le fonctionnement communautaire des *campamentos* étudiés. Enfin, l'engagement quotidien des femmes pour l'amélioration de l'habitat amène à questionner leur représentation et la voix politique qui est la leur au sein des mouvements populaires urbains revendiquant le droit au logement et à la ville au Chili.

Ainsi, j'ai voulu montrer que la formation des *campamentos* d'Antofagasta sous l'action d'immigrés apporte une réponse auto-organisée et populaire à la crise du logement mais aussi, en partie, à la crise du

soin qui frappe particulièrement les foyers les plus pauvres (Ezquerro, 2011). Notons qu'un nombre très important des femmes immigrées habitant les *campamentos* travaillent comme gardes d'enfants chez des particuliers, comme aides à domicile ou encore sont salariées d'entreprises privées de nettoyage. Ces tâches de soin, essentielles à la production économique et à la reproduction de la vie comme l'a souligné l'économie féministe, sont procurées par des personnes dont la place dans la ville n'est pas assurée dans des conditions dignes. Forme d'urbanisme populaire, le *campamento* est un espace où la valeur d'usage et la soutenabilité de la vie trouvent en revanche une place beaucoup plus grande que dans l'espace urbain planifié, régi par la logique de marché. Des parcs pour enfants sont construits en matériels de récupération, les maisons sont agrandies au rythme de l'extension de la famille, une "boulangerie coopérative" a été créée par les responsables communautaires dans le *campamento* Los Arenales (Figure 8). Des femmes, principalement, s'y impliquent, pouvant ainsi travailler près de chez elles, sans hiérarchie et avec des horaires souples. Les autrices ayant adressé une critique féministe au droit à la ville tel que théorisé par Henri Lefebvre en 1968, soulignaient l'absence de prise en compte du genre (Buckingham, 2010). Penseuses et militantes ont ainsi mis

Figure 6: Parc de jeux pour enfants fabriqué par les habitants de Los Arenales. Crédits: Rompiendo Barreras.



l'accent sur la nécessité, pour avancer vers une ville plus inclusive, de ne plus considérer la satisfaction des soins comme relevant de la sphère domestique, mais de les prendre pleinement en considération au moment de planifier la ville (Montoya, 2012). En ce sens, le *campamento* est fait d'expériences embryonnaires pour penser en pratique ces injonctions à construire, selon l'expression de la sociologue Blanca Valdivia une "*ciudad cuidadora*", "une ville qui soigne" (Valdivia, 2018).

Par ailleurs, les *campamentos* au cœur de cette contribution offrent également des formes de micro-gouvernement direct et local, au sein desquels les postes à responsabilités sont occupés majoritairement par des femmes. Il ne s'agit pas de faire ici des *campamentos* des modèles démocratiques et matriarcaux, alors que la participation des habitants y est parfois insuffisante, que certains responsables communautaires abusent de leur pouvoir et surtout, que les femmes populaires y subissent comme ailleurs des oppressions patriarcales. Néanmoins, il est intéressant de se demander si les personnes engagées bénévolement dans les affaires communes mettent en place un mode d'organisation qui serait marqué par "l'éthique



du soin”. Cette notion nourrit des débats au sein de la philosophie féministe depuis trois décennies (Brugère, 2009). Selon Joan Tronto, l'éthique du soin peut être pensée comme une “activité caractéristique de l'espèce humaine, qui recouvre tout ce que nous faisons dans le but de maintenir, de perpétuer et de réparer notre monde, afin que nous puissions y vivre aussi bien que possible. Ce monde comprend nos corps, nos personnes et notre environnement, tout ce que nous cherchons à relier en un réseau complexe en soutien à la vie” (Tronto, 2009, p. 153). Les repas communautaires, les loteries solidaires et autres événements organisés pour renforcer la communauté du *campamento* y renvoient ainsi dans une certaine mesure, de même que les nombreux autres éléments ethnographiques restitués dans cette contribution. Comme la leader Elizabeth, certaines responsables communautaires au cours des assemblées d'habitants, évoquent les problématiques de violence conjugale et appellent à la vigilance entre voisines et voisins, afin de venir en aide aux femmes victimes. L'organisation auto-gérée, les liens denses de voisinage et la carence qui caractérisent le *campamento* rendent peut-être propice l'émergence de cette éthique du soin, fondée sur l'interdépendance entre les êtres, l'attention à l'autre, la réponse à ses nécessités et l'attente de la réciprocité. Comme le souligne la philosophe Agata Zielinski (2010), l'éthique du soin ne consiste pas en une assistance mais plutôt en une incitation à la participation, une sollicitation de l'action du sujet aidé —ce qui fait écho aux appels constants des leaders communautaires à l'engagement du plus grand nombre d'habitants dans les affaires communes—. Dès lors, l'éthique du soin ne correspond pas, dans une perspective essentialisante, à une morale qui serait “propre” aux femmes, mais constitue plutôt un jalon pour penser l'égalité et la démocratie réelle (Laugier et Molinier, 2009). Surtout, une analyse par l'éthique du *care* amène à mettre en lumière le rôle particulier des responsables communautaires, endossé généralement

Figure 7: A l'aube, distribution de pain par les habitantes travaillant dans la boulangerie communautaire interculturelle de Los Arenales. Crédits: Photographie par l'auteur, juin 2018.

sans attente de rétribution, pour créer des relations d'interconnaissance et de solidarité entre les habitants du *campamento*.

Enfin, le rôle primordial des habitantes dans les *campamentos* d'Antofagasta, souligné par cette contribution, amène à interroger la façon dont à travers leur engagement pour l'accès au logement les femmes populaires peuvent affirmer leur propre voie vers l'émancipation et le combat contre les oppressions patriarcales. En effet, alors que ces dernières années en Amérique latine, et particulièrement depuis 2018 au Chili, des mouvements féministes ont visibilisé avec force les inégalités de genre dans différentes sphères de la société, depuis les périphéries populaires s'élèvent également des voix de femmes soutenant des revendications propres à leurs réalités. Avance ainsi la constitution d'un féminisme communautaire et populaire. Au Chili, les mouvements de *pobladoras* et *pobladores* Uka-mau, Vivienda Digna ou encore le Movimiento de Pobladores en Lucha (MPL) portent des initiatives, des univers symboliques et des discours qui reconnaissent la dignité du rôle des femmes pour assurer la soutenabilité de la vie. Au lieu de l'essentialiser, ils le dénaturalisent en reconnaissant la charge politique, ainsi que les oppressions liées à la prise en charge des tâches de soin. Donc, tel que le souligne la philosophe Rebeca Martínez, le rôle primordial des femmes dans les luttes pour le logement amène à briser le mur entre sphères publique et sphère privée (Martínez, 2019). Ainsi, si des recherches ont montré que les mobilisations pour le logement au Chili sont depuis leurs débuts au XX^e siècle l'arène de constitution de nouvelles subjectivités populaires à travers l'identité sociohistorique du *poblador* (Angelcos-Gutiérrez, 2015; Perez, 2016 ; Angelcos et Pérez, 2017), de nouvelles subjectivités de femmes naissent également. Elles se caractérisent par la volonté de sortir les responsabilités assumées historiquement de l'invisibilité de la sphère privée et de mettre en lumière, au sein des sphères communautaire, publique et politique, la force et

Figure 8: Groupe de femmes immigrées du campamento Los Arenales engagées dans la vie communautaire, devant le campamento. Crédits: Movimiento de Pobladora/es Vivienda Digna, avril 2019.



la dignité déployées par les femmes à travers les rôles de genre, tout en élargissant leur portée en lutte contre les injustices sociales. Si des prises de conscience “féministes” ont lieu, elles se produisent à partir de la réalité propre des femmes populaires, et non en calquant les luttes de femmes plus audibles au sein de la société, celles issues des classes moyennes et supérieures. Ainsi, les femmes immigrées des *campamentos* d'Antofagasta ajoutent à leur combat pour le droit au logement celui contre les violences conjugales et contre le racisme, pour leur acceptation dans un pays où elles travaillent, enrichissent par leurs cultures, bâtissent leur foyer et leur vie. A travers leur combat initialement fondé sur la dignité du quotidien émergent des récits, des formes de vie et des revendications qui égrènent autant de rêves d'une ville, et d'un système économique, social et politique qui seraient plus justes.

Bibliographie

- Angelcos-Gutiérrez, Nicolas (2015). *La construction du politique chez les nouvelles générations de pobladores au Chili* (Thèse de doctorat). Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), Paris.
- Angelcos, Nicolas et Pérez, Miguel (2017). De la “desaparición” a la reemergencia: Continuidades y rupturas del movimiento de pobladores en Chile. *Latin American Research Review*, 52(1), 94-109. DOI: <http://doi.org/10.25222/larr.39>
- Brugère, Fabienne (2009). *Pour une théorie générale du “care”*. [Blog Post] La Vie des idées. Consulté en ligne le 10 juillet 2019: <http://www.laviedesidees.fr/Pour-une-theorie-generale-du-care.htm>.
- Buckingham, Shelley (2010). El derecho a la ciudad desde la perspectiva de género. In Sugranyes, Ana et Mathivet, Charlotte (éds.), *Ciudades para tod@s: por el derecho a la ciudad, propuestas y experiencias* (59-65). Santiago de Chile: Habitat International Coalition (HIC).
- CIS TECHO-Chile. (2017). *Actualización catastro nacional de campamentos*. Santiago de Chile: Centro de Investigación Social de la Fundación Techo.
- Berrios, Felipe (2017, 6 septembre). Intervencion en la Sesión 111ª de la Comisión de Vivienda, Desarrollo Urbano y Bienes Nacionales, correspondiente al período legislativo 2014-2018. Santiago de Chile: Congreso nacional. Consulté en ligne le 20 juillet 2019: <https://www.camara.cl/pdf.aspx?prmID=44235&prmTIPO=ACTACOMISION>.
- Contreras Reyes, Felipe (2018, 26 marche). Entrevista. Felipe Berrios, Sacerdote jesuita: “Soy el primero en defender a los inmigrantes, pero no a los frescos”. *El Mercurio*, p. 5. Consulté en ligne le 20 juillet 2019: <http://www.mercurioantofagasta.cl/impressa/2018/03/26/full/cuerpo-principal/5/>.
- Ducci, Maria Elena (1997). Chile: el lado oscuro de una política de vivienda exitosa. *Revista EURE - Revista De Estudios Urbano Regionales*, 23(69), 99-115.
- Ezquerro, Sandra (2011). Crisis de los cuidados y crisis sistémica: la reproducción como pilar de la economía llamada real. *Investigaciones Feministas*, 2, 175-194. DOI: 10.5209/rev_INFE.2011.v2.38610
- Farha, Leilani (2018). *Rapport de la Rapporteuse spéciale sur le logement adéquat relatif à sa mission au Chili*. Ginebra: Conseil des droits humains, Nations unies.
- Ferrer, Salvador (2018). *Déficit habitacional en Chile: ¿La necesidad de construir nuevas viviendas?* [Blog post] Invitro- Blog del Instituto de la Vivienda de la Universidad de Chile. Consulté en ligne le 15 mars 2019: https://invi.uchilefau.cl/deficit-habitacional-en-chile-la-necesidad-de-construir-nuevas-viviendas/#_edn3.
- Fraser, Nancy (2016). Contradictions Between Capital and Care. *New Left Review* 100, July-August 2016. Consulté en ligne le 20 juillet 2019: <https://newleftreview.org/issues/II100/articles/nancy-fraser-contradictions-of-capital-and-care>.
- Garcés, Mario (2002). *Tomando su sitio*. Santiago de Chile: Edición LOM.
- Han, Clara (2012). *Life in debt: Times of Care and Violence in Neoliberal Chile*. Berkeley, CA: University of California Press.
- Herrmann, Marie Geraldine et van Klaveren, Annie (2016). Disminución de la participación de la población en organizaciones sociales durante los últimos trece años en Chile e implicaciones para la construcción de una política de planificación urbana más participativa. *Revista EURE*, 42(125), 175-203. DOI: 10.4067/S0250-71612016000100008
- Holland, Alisha (2015). The Distributive Politics of Enforcement. *American Journal of Political Science*, 59(2): 357-71. DOI: 10.1111/ajps.12125
- Hooks, bell (1990). *Homeplace (A Site of Resistance)*. In *Yearning: Race, gender, and cultural politics*. Boston, MA: South End Press. Consulté en ligne le 23 mars 2019: <https://libcom.org/library/homeplace-site-resistance>.
- Laugier, Sandra y Molinier, Pascale (2009). Politiques du care. *Multitudes*, 2-3(37-38), 74-75. DOI : <https://doi.org/10.3917/mult.037.0074>
- Laugier, Sandra (2010). L'éthique du care en trois subversions. *Multitudes*, 3(42), 112-125. DOI: 10.3917/mult.042.0112.
- López-Morales, Ernesto et Herrera, Nicolas (2018, 25 juillet). Arriendos por las nubes: efecto de la creciente concentración de la propiedad. *CIPER CHILE*. Consulté en ligne le 30 marche 2019: <https://ciperchile.cl/2018/07/25/arriendos-por-las-nubes-efecto-de-la-creciente-concentracion-de-la-propiedad/>.
- Martínez, Rebeca (2019, 20 marche). Por qué la lucha por la vivienda es una lucha feminista. *Contextos*. Consulté en ligne le 16 juillet 2019: <https://ctxt.es/es/20190320/Firmas/25085/Rebeca-Martinez-lucha-vivienda-lucha-feminista-produccion-reproduccion-Argumosa.htm>.
- Massolo, Alejandra (1998). Defender y cambiar la vida: mujeres en movimientos populares urbanos. *La Aliaba*, 2(3), 65-78. Consulté le 28 mars 2019: <http://www.biblioteca.unlpam.edu.ar/pubpdf/aljaba/v03a04massolo.pdf>.
- Massolo, Alejandra (2003). El espacio local y las mujeres: pobreza, participación y empoderamiento *La Aliaba*, 2(8), 37-49. Consulté en ligne le 17 juillet 2019: <http://www.cervantesvirtual.com/download>

- [Pdf/el-espacio-local-y-las-mujeres-pobreza-participacion-y-empoderamiento-927305/](#).
 Montoya, Ana Milena (2012). Mujeres, derechos y ciudad: apuntes para la construcción de un estado del arte desde el pensamiento y la teoría feminista. *Territorios*, 27, 105-143. Consulté en ligne le 20 juillet 2019: <https://revistas.urosario.edu.co/index.php/territorios/article/view/2282>.
 Murphy, Edward (2015). *For a Proper Home, Housing Rights in the Margins of Urban Chile, 1960-2010*. Berkeley, CA: University of California Press.
 Ossul-Vermehren, Ignacia (2018). Lo político de hacer hogar: una mirada de género a la vivienda autoconstruida. *Revista INVI*, 33(93), 9-51. DOI: 10.4067/S0718-83582018000200009
 Pérez Orozco, Amania (2014). *Subversión feminista de la economía: aportes para un debate sobre el conflicto capital-vida*. Madrid: Traficantes de sueños. Consulté en ligne le 28 février 2019: https://www.traficantes.net/sites/default/files/pdfs/map40_subversion_feminista.pdf.
 Perez Ahumada, Miguel (2016). Becoming Political Subjects in the City's Peripheries: Pobladores and Housing Struggles in Santiago, Chile. *UC Berkeley*. Consulté en ligne le 10 juillet 2019: <https://escholarship.org/uc/item/78s098jd>.
 Rodríguez, Alfredo y Sugranyes, Ana (2005). Los con Techo. Un desafío para la política de vivienda social. Santiago de Chile: Ediciones Sur.
 Rolnik, Raquel (2015). *La Guerra de los Lugares. Colonización de la Tierra y Financiarización de la Vivienda*. Santiago de Chile: Edición LOM.
 Rolnik, Raquel (2018, 17 avril). Paisaje para la renta, paisajes para la vida. En *Dialogos Urbanos. Debates y reflexiones para construir la agenda urbana de la ciudad*. 2.^a Edición del Encuentro Diálogos Urbanos, réalisé par le Departamento de Desarrollo Urbano- Intendencia de Montevideo. Montevideo, Uruguay. Consulté en ligne le 12 juillet 2019: http://www.montevideo.gub.uy/sites/default/files/biblioteca/raquelrolniknuevo_0.pdf.
 Silva, Sergio (2009). La Teología de la Liberación. *Teología vida*. 50(1-2), 93-116. DOI: 10.4067/S0049-34492009000100008
 Sugranyes, Ana (2015). El derecho humano a una vivienda adecuada en Chile. En Rodríguez, Alfredo, Rodríguez, Paula y Sugranyes, Ana (eds.), *Con subsidio, sin derecho. La situación del derecho a una vivienda adecuada en Chile*. Santiago de Chile: Ediciones SUR.
 Tijoux Merino, María Emilia et Córdova Rivera, María Gabriela (2015). Racismo en Chile: colonialismo, nacionalismo, capitalismo. *Polis. Revista Latinoamericana*, 14(42), 7-13.
 Tronto, Joan (2009). *Un Monde vulnérable*, Paris: La Découverte.
 Valdivia, Blanca (2018). Del urbanismo androcéntrico a la ciudad cuidadora. *Hábitat y Sociedad*, 11, 65-84. DOI: 10.12795/HabitatySociedad.2018.i11.05
 Vega, Cristina, Martínez-Buján, Raquel et Paredes, Myriam (2018), *Cuidado, Comunidad y Comunes. Experiencias cooperativas en el sostenimiento de la vida*. Madrid: Edición Traficantes de Sueños.
 Vergara Perucich, Francisco (2017). Antofagasta y el desequilibrio del mercado inmobiliario. *CIPER Chile*. Consulté en ligne le 30 mars 2019: <https://ciperchile.cl/2017/06/21/antofagasta-y-el-desequilibrio-del-mercado-inmobiliario/>.
 Zielinski, Agata (2010). L'éthique du care: Une nouvelle façon de prendre soin. *Études*, 413(12), 631-641. Consulté en ligne le 20 juillet 2019: <https://www.cairn.info/revue-etudes-2010-12-page-631.htm>.

Martin, Marianne (2019). L'habitat informel au prisme du soin: implication des femmes, solidarités de voisinage et dignité du quotidien. *Hábitat y Sociedad*, 12, 43-65.

<http://dx.doi.org/10.12795/HabitatySociedad.2019.i12.04>



